



Coût d'opportunité du travail domestique non rémunéré

Editorial



Dans le cas du Mali, cette étude cherche à cerner le concept de travail domestique, à en énumérer les principales formes et d'en estimer la durée. Elle voudrait fournir une estimation empirique de son ampleur, par son évaluation marchande équivalente et donner une idée de l'inégalité face au phénomène. Pour ce faire, elle applique, aux données EMOP 2016, la méthode de valorisation du travail par le coût du travail qui se limite, dans la pratique, à la valorisation du temps de travail. Elle prend comme coût usuel du temps de travail la rémunération moyenne des salariés de l'économie effectuant l'équivalent du travail domestique.

Le travail domestique repose essentiellement sur les femmes qui non seulement y consacrent plus de temps, 10 fois plus d'heures, mais aussi ont des taux de participation à ces activités plus élevés. La dominance des femmes se confirme aussi en termes de leur contribution à la valeur totale, entre 86% et 91%. Aussi, les ruraux y contribuent-ils plus que les urbains, entre 71% et 82%, et y consacrent-ils près de 2.5 fois plus de temps que les urbains. Quelle que soit la méthode considérée, les trois activités les plus valeureuses restent la préparation de repas, la garde des enfants et l'entretien du ménage.

En pourcentage du PIB, la valeur annuelle totale du travail domestique représente entre 8% du PIB, quand la valuation est faite au taux du domestique, et 47% du PIB quand cette valuation se fait au taux du spécialiste. La contribution des femmes serait ainsi d'au moins 86% de la valeur du travail domestique.

Massa Coulibaly

Introduction

La valorisation et la prise en compte du travail domestique dans la comptabilité nationale pourrait avoir comme effet de réduire légèrement les inégalités entre catégories sociales et de permettre un faible "rattrapage" du niveau de vie moyen par les ménages les plus pauvres. Cela est d'autant plus plausible que le supplément de niveau de vie apporté par le travail domestique diminue avec le quintile de bien-être.

Le besoin de valorisation du travail domestique non rémunéré se fonde sur l'idée généralement admise qu'un tel travail peut être substitué à un travail rémunéré en recourant au marché du travail marchand. La substitution peut se faire soit au regard de la personne elle-même qui effectue le travail domestique soit de toute autre personne qui pourrait l'effectuer à la place de celle qui l'a effectuée contre rémunération. Dans la littérature, on distingue deux groupes de méthodes de valorisation du travail domestique non rémunéré, à savoir (i) par l'output et (ii) par le coût du temps de travail. Selon la première, la valeur du travail domestique se calcule comme n'importe quelle valeur ajoutée telle que définie par la comptabilité nationale en s'appuyant donc sur les valeurs de la production, les coûts d'exploitation et les dépenses diverses. La valeur ajoutée obtenue par soustraction des consommations intermédiaires et impôts indirects de la valeur de la production est en réalité un revenu d'entrepreneur individuel donc un revenu cumulé du capital et du travail mais assimilé à la valeur imputée du travail domestique non rémunéré.

1. Approche théorique

Le coût d'opportunité est la rémunération salariale de la personne du ménage qui accomplit la tâche domestique selon l'hypothèse que cette dernière subit un manque à gagner en raison du travail non rémunéré. Il lui est souvent reproché de conduire à attribuer de grandes valeurs monétaires à des activités ne demandant pas beaucoup de qualification parce que effectuées par des personnes très qualifiées comme la lessive faite par une femme ingénieure. En plus, il transfère dans la sphère domestique les écarts de salaires entre les hommes et les femmes observés sur le marché du travail marchand sans donc tenir compte des qualifications propres au travail domestique.

L'évaluation du travail domestique au coût d'opportunité repose sur l'hypothèse que l'individu qui accomplit ledit travail domestique avait le choix de travailler contre rémunération et qu'il a choisi le travail domestique parce que l'utilité marginale qu'il en retire est au moins égale à celle du travail rémunéré. Cette méthode de valorisation du travail domestique non rémunéré veut que la valeur du temps de travail domestique d'un agent soit égale à la valeur du travail qu'il aurait réalisé s'il avait exercé sa profession au lieu de se consacrer aux activités domestiques, moins ce qu'il aurait dû payer pour acheter ce service domestique sur le marché. Ainsi, elle prend en compte non seulement ce qui est produit (en bien ou service pour le bien-être du ménage) mais aussi qui le produit. La valorisation se fait par substitution entre travail domestique et travail marchand de la même personne qui effectue ledit travail domestique. Ainsi, le travail domestique de chaque individu du ménage est évalué à son propre taux de salaire sur le marché du travail. Ce taux de salaire peut être nul si la personne qui effectue la tâche domestique est sans emploi marchand en même temps qu'il peut être très élevé si cette personne est hautement qualifiée et employée contre rémunération

Le fait que le taux puisse être très élevé parce que la personne qui accomplit l'activité domestique est qualifiée est une des critiques faites à cette approche. L'argumentaire veut que cela transfère dans les activités domestiques les inégalités de rémunération du marché du travail marchand, alors même qu'il n'est pas dit que les personnes les mieux payées sur ce marché soient les plus productives dans les activités domestiques non rémunérées, activités qui requièrent des compétences autres que celles valorisées sur le marché du travail marchand.

2. Résultats empiriques

La valeur annuelle totale au coût d'opportunité de toutes les activités domestiques s'élève 705 milliards de francs CFA, répartis entre les hommes (14%) et les femmes (86%). De ce total, la plus grande part revient à la préparation de repas avec un peu moins de la moitié (44%), suivi de la garde des enfants avec le cinquième de la valeur totale (21%) et de l'entretien de la maison avec un peu plus du dixième du total. Les autres activités domestiques ont des parts comparables, allant de 5% à 6%.

Près des deux tiers de la valeur annuelle totale des activités domestiques évaluées par la méthode du coût d'opportunité revient au milieu rural (62%), les milieux urbains ne pesant que pour 12%. Par région, Bamako détient la plus grande part avec un peu plus du quart du total (26%), devant Ségou avec le cinquième du total (20%), suivie de Sikasso (16%), Kayes (14%) et Mopti (12%). La région de Gao a la plus faible part (2%), juste après Koulikoro (4%) et Tombouctou (7%).

La contribution des femmes selon le type d'activité varie de 11% dans la réparation de maison à 99% dans la préparation de repas. On constate ainsi que la préparation de repas à domicile reste une activité féminine et les réparations de maison des activités plutôt masculines. Les contributions des 2 sexes sont les plus comparables dans le ramassage de bois avec 44% pour les hommes et 56% pour les femmes. Généralement, les femmes contribuent plus que les hommes et c'est seulement en tant que chef de ménage que les hommes contribuent souvent plus que les femmes, avec 66% toute activité confondue. Cela reste vrai pour toutes les activités à l'exception de l'entretien et de la réparation de maison.

L'évaluation au coût d'opportunité fait que les 5 déciles les plus pauvres représentent dans la valeur totale moins que leurs parts de population (10%). Les déciles 1 à 5 contribuent chacun pour moins que 10% dans la valeur totale annuelle du travail domestique. Les déciles 7 à 10 contribuent chacun pour plus de 10% dans cette valeur totale alors que le décile 6 pèse, dans la valeur totale, exactement les 10% de sa part de population. Ce résultat s'explique aisément quand on sait que les plus pauvres sont généralement les moins bien payés et que cela équivaut à une moindre valeur dans la méthode d'évaluation par le coût d'opportunité. Quel que soit le décile, la part des femmes est toujours beaucoup plus importante que celle des hommes.

La contribution à la valeur totale annuelle diminue avec le niveau d'éducation, les sans instruction (73%) représentant près de trois quarts du total, le niveau primaire (20%), le cinquième, le niveau secondaire (général et professionnel) et le niveau supérieur seulement 2%. Le coût d'opportunité des personnes les plus instruites étant en principe plus élevé que celui des autres, ce résultat indique que cette catégorie de personnes pratique moins souvent des activités domestiques que les autres. Quel que soit le niveau d'éducation, la répartition

homme-femme de la valeur totale annuelle du travail domestique est la moins inégalitaire dans les soins à d'autres.

3. Rapport au PIB

En pourcentage du PIB, la valeur annuelle totale du travail domestique représente entre 8.5% du PIB, quand la valuation est faite au coût d'opportunité contre 47% au taux du spécialiste. Les femmes gagneraient 6 fois plus que les hommes, 7 points de pourcentage sur les 8%. La contribution des femmes serait ainsi d'au moins 86% de la valeur du travail domestique.

Tableau 1. Valeur du travail domestique au coût d'opportunité (en milliards fcfa et %PIB)

		Milliards fcfa	%PIB
Entretien	Homme	6	0.1%
	Femme	83	1.0%
	Total	90	1.1%
Repas	Homme	4	0.0%
	Femme	305	3.7%
	Total	309	3.7%
Ramassage de bois	Homme	20	0.2%
	Femme	25	0.3%
	Total	45	0.5%
Corvée d'eau	Homme	7	0.1%
	Femme	38	0.5%
	Total	45	0.5%
Garde des enfants	Homme	20	0.2%
	Femme	128	1.5%
	Total	147	1.8%
Soins aux autres	Homme	13	0.2%
	Femme	21	0.3%
	Total	34	0.4%
Réparation logement	Homme	31	0.4%
	Femme	4	0.0%
	Total	35	0.4%
Total	Homme	102	1.2%
	Femme	603	7.2%
	Total	705	8.5%

Conclusions

Le travail domestique est d'une grande importance dans le pays, en termes de la valeur totale équivalente, estimée selon différentes méthodes. Ce sont au total 9 milliards d'heures annuelles de travail pour une valeur totale annuelle d'au moins 705 milliards de francs CFA en 2016.

Il ressort que le travail domestique repose essentiellement sur les femmes qui ont des taux de participation à ces activités plus élevés. La dominance des femmes se confirme aussi en termes de leur contribution à la valeur totale, 86%, soit de 11% (réparation de logement) à 99% (préparation de repas). La prise en compte du travail domestique non rémunéré dans la comptabilité nationale demeure un défi. Cela pourrait aider à évaluer le niveau de vie réelle des ménages et de revoir à la baisse les indicateurs nationaux de pauvreté et d'inégalités, entre sexe et entre milieu de résidence. La simple reconnaissance de la contribution réelle des femmes à la production nationale peut tout aussi constituer un objectif en soi.